RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2003 B 05746
Numéro SIREN : 450 918 776
Nom ou dénomination : ABAKEO CONSULTANTS

Ce dépôt a été enregistré le 23/10/2023 sous le numéro de dépôt 44699

ABAKEO CONSULTANTS

Société Anonyme Simplifiée au capital de 2 000 €
Siège social : 1 avenue du Maréchal Juin
92150 SURESNES

450 918 776 RCS NANTERRE

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU MARDI 17 OCTOBRE 2023

L'An Deux Mil Dix Vingt-Trois, le mardi 17 octobre, à 19 heures.

Les actionnaires de la société ABAKEO CONSULTANTS, SAS au capital de € 2 000, divisé en 200 actions de € 10 chacune, se sont réunis au siège social à SURESNES (92150), 1 avenue du Maréchal Juin, sur convocation de la présidence.

SONT PRESENTS OU REPRESENTES

- Monsieur Gérard BOILEAU, président, propriétaire de cent quatre vingts actions,	180 actions
- Monsieur Christophe BOILEAU, propriétaire de dix actions,	10 actions
- Monsieur Alexandre BOILEAU, propriétaire de dix actions,	10 actions
TOTAL	**200 actions**

200 actions sur les 200 composant le capital social étant représentées, l'assemblée peut valablement prendre toutes décisions.

Monsieur Gérard BOILEAU, Président, préside la réunion.

Il dépose sur le bureau les pièces et documents suivants qui sont à la disposition des actionnaires
- une copie de la lettre de convocation,
- les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2023,
- les rapports de la présidence,
- le texte des résolutions.

Monsieur Gérard BOILEAU déclare que les comptes annuels, les rapports de la présidence et le texte des résolutions ont été adressés aux actionnaires quinze jours au moins avant la date de la présente Assemblée.

Il déclare en outre, que ces documents ainsi que l'inventaire, et généralement tous les actes et pièces prévus par la loi, ont été déposés au siège social et tenus à la disposition des actionnaires dans le délai légal. L'Assemblée lui donne acte, sur sa demande, de ses déclarations.

Monsieur Gérard BOILEAU rappelle l'ordre du jour:

1 - au titre de l'Assemblée générale ordinaire :

- Rapport de la présidence sur la marche de la société et sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023,
- Rapport spécial de la présidence sur les conventions visées à L.223-19 du Code de Commerce,
- Approbation desdits comptes et conventions, quitus à la présidence,
- Affectation des résultats,
- Pouvoirs pour formalités.

2 - au titre de l'Assemblée générale extraordinaire :

- Modification de l'objet social
- Modification rédactionnelle des autres articles découlant de la cessation d'une activité réglementée.

1 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

M. Gérard Boileau donne lecture des rapports de la présidence sur les comptes et les conventions règlementées.

Puis les actionnaires examinent ensemble les comptes de la société afférents à l'exercice clos le 30 juin 2023 et décident ensuite des objectifs à atteindre pendant les prochains mois.

Enfin, après échange de diverses observations et explications, et la parole n'étant plus demandée, Monsieur Gérard BOILEAU met aux voix les résolutions suivantes qui sont à l'ordre du jour

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion de la présidence sur les opérations de l'exercice clos le 30 juin 2023, approuve les comptes annuels et le bilan de cet exercice, tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport, lesdits comptes se soldant par un bénéfice de 24.727,13 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial de la présidence sur les conventions visées par l'article L.223-19 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale approuve les opérations entrant dans le cadre desdites dispositions qui sont intervenues au cours de l'exercice clos le 30 juin 2023.

Cette résolution est adoptée conformément à la loi.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne à la présidence quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice approuvé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition de la présidence et décide d'affecter le résultat de 24.727,13 € comme suit :

- prélèvement sur les réserves 5 272,87 €

- versement d'un dividende de 30.000,00 €, soit 150 € par action.

Ce dividende sera versé le 15 janvier 2024.

L'Assemblée Générale rappelle que sur le plan fiscal, conformément aux dispositions légales en vigueur :

- les dividendes ouvriraient droit, au profit des associés personnes physiques, sur option, à l'abattement de 40 % visé à l'article 158-3- 2 du Code Général des Impôts, calculé sur la totalité de son montant ;

- les associés personnes physiques fiscalement domiciliées en France, pourraient appliquer un prélèvement forfaitaire libératoire de 30% calculé sur le montant brut des dividendes d'actions, en lieu et place de l'impôt progressif sur le revenu.

En conséquence :

- la réserve légale restera fixée à 1.000 €, au-delà de 10% du capital social,

- les autres réserves passeront de 31.539,97 € à 26.267,10 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale rappelle qu'au cours des trois derniers exercices les dividendes suivants ont été distribués à savoir :

***** par décision de l'Assemblée Générale du 22 décembre 2020, la somme de 0 €, soit un dividende de 0 € par action.

***** par décision de l'Assemblée Générale du 14 août 2021, la somme de 120.000 €, soit un dividende de 600 € par action.

***** par décision de l'Assemblée Générale du 22 décembre 2022, la somme de 0 €, soit un dividende de 0 € par action.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide que Monsieur Gérard BOILEAU continuera à avoir droit, en rémunération de ses fonctions de président :

- au seul remboursement de ses frais, sur états justificatifs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

2 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

SEPTIEME RESOLUTION

Les associés décident que l'objet social de la société se limitera désormais à des activités de conseil de gestion aux entreprises et, accessoirement, de formation et de prestations informatiques en lien avec ces activités, à l'exclusion donc des activités relevant de l'expertise comptable.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide en conséquence de la résolution qui précède, de modifier les articles 2, 3, 10 des statuts concernant respectivement la DENOMINATION SOCIALE, l'OBJET, les DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS, qui sont désormais libellés ainsi :

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination est : "ABAKEO CONSULTANTS"

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses doivent faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société par actions simplifiée" ou des lettres S.A.S. et de la mention du montant du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET

Ancienne rédaction :

La société a pour objet l'exercice des missions d'Expert-Comptable

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à celui-ci dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut notamment détenir des participations de toute nature sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre et dans les conditions fixées par le Règlement intérieur de l'Ordre des experts-comptables.

Nouvelle rédaction :

La société a pour objet le conseil de gestion aux entreprises et, à titre accessoire, la formation et les prestations informatiques liées à ces activités.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à celui-ci dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut notamment détenir des participations de toute nature en lien avec ces activités.

ARTICLE 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Droit des associés

Chaque associé, en l'absence de catégories d'actions donnant des droits différents, a droit à une part des bénéfices, de l'actif social et du boni de liquidation, proportionnelle au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés. A chaque action est attachée une voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Obligations des associés

Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

(le reste étant supprimé)

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide en conséquence de la 7ème résolution, de procéder aux modifications suivantes sur divers articles des statuts :

Article 1 : modification de l'alinéa 2

Suppression de la mention " l'Ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945"

Article 7 : suppression de l'alinéa 7

"La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste."

Article 8 : suppression des alinéas 4 et 5

"Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les dispositions légales de détention des droits de vote régissant la profession d'expert-comptable.

Les personnes mentionnées au I de l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 détiennent plus des deux tiers des droits de vote."

Article 11 : suppression des alinéas 5 et 7

"Les personnes visées à l'article 7-I de l'Ordonnance de 1945 conservent en tout état de cause plus de 2/3 des droits de vote pour toutes les décisions (ordinaires comme extraordinaires)."

Article 13 relatif à la "Cessation d'activité d'un professionnel Associé"

suppression de l'intégralité du texte, devenu sans objet, et remplacement par la mention "(article supprimé)", afin de préserver la numérotation des articles suivants

Article 14 : modification de l'alinéa 1 :

Suppression de la mention " devant répondre aux conditions fixées au I de l'article 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945."

Article 15 : modification de l'alinéa 1 :

Suppression de la mention " et répondant aux conditions fixées au I de l'article 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945."

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale charge le Président de demander la radiation de la société du Tableau de l'Ordre des Experts comptables de Paris.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 30.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par les actionnaires.

Copie certifiée conforme

le Président

18/10/2023

"ABAKEO CONSULTANTS"

Société par Actions Simplifiée au capital de € 2.000

Siège social :
1 avenue du Maréchal Juin
92150 SURESNES

RCS Nanterre 450 918 776

STATUTS

Copie certifiée conforme
le Président
18/10/2023

Mis à jour au 17 Octobre 2023

ARTICLE 1 – FORME

La société a été constituée sous forme de société à responsabilité limitée par acte sous seings privés en date du 15 novembre 2003. Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant décision des actionnaires en date du 3 Octobre 2018.

Cette société a été régie par les lois en vigueur lois en vigueur et notamment régie par le livre II du Code de commerce ainsi que par les présents statuts et les textes légaux et réglementaires qui lui seraient applicables ultérieurement.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination est : "**ABAKEO CONSULTANTS**"

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses doivent non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société par actions simplifiée" ou des lettres S.A.S. et de la mention du montant du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET

La société a pour objet le conseil de gestion aux entreprises et, à titre accessoire, la formation et les prestations informatiques liées à ces activités.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à celui-ci dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut notamment détenir des participations de toute nature en lien avec ces activités.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **SURESNES (92150), 1 avenue du Maréchal Juin.**

Il pourra être transféré sur le territoire français par simple décision du président, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par la prochaine décision de la collectivité des actionnaires.

La liste des sièges sociaux successifs est rappelée en annexe.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés (26 novembre 2003), sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 – APPORTS

Il a été apporté à la société en numéraire lors de sa constitution la somme de € 10 000 (DIX MILLE EUROS), à savoir :

- par **Monsieur Gérard BOILEAU**,
demeurant à SURESNES (92150) 1 avenue du Maréchal Juin,

la somme de neuf mille euros ..... € 9 000,00

- par **Monsieur Christophe BOILEAU**,
demeurant à PARIS (75011) 21 boulevard Richard Lenoir,
la somme de cinq cents euros ..... € 500,00

- par **Monsieur Alexandre BOILEAU**,
demeurant à SURESNES (92150) 1 avenue du Maréchal Juin,
la somme de cinq cents euros ..... € 500,00

Soit au total, dix mille euros ..... € 10 000,00

Laquelle somme a été déposée conformément à la loi par les associés au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la Banque BNP PARIBAS, Agence de PARIS (8ème) Champs Élysées, ainsi que l'atteste le certificat délivré par ladite Banque, le 14 Novembre 2003.

Lors de l'Assemblée générale mixte de la Société en date du 21 décembre 2015, il a été décidé de réduire le capital de 10.000 € à 2.000 € par annulation de 800 parts.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à deux mille euros (2.000 €) divisé en deux cents actions (200) de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 200, entièrement libérées et attribuées aux actionnaires en proportion de leurs apports. à savoir :

- à **Monsieur Gérard BOILEAU**,
demeurant à SURESNES (92150) 1 avenue du Maréchal Juin,
à concurrence de cent quatre-vingts actions (1 à 180) ..... 180 actions

- à **Monsieur Christophe BOILEAU**,
demeurant à LYON (69009) 56 chemin des Charbottes,
à concurrence de dix actions (181 à 190)..... 10actions

- à **Monsieur Alexandre BOILEAU**,
demeurant à NANTERRE (92000) 154 rue Philippe Triaire,
à concurrence de dix actions (191 à 200)..... 10 actions

Total égal au nombre d'actions composant le capital social ..... 200 actions

Conformément à la loi, les soussignés déclarent expressément que les 200 actions présentement créées, sont souscrites en totalité par les actionnaires et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en espèces et qu'elles sont réparties entre les actionnaires dans les proportions ci-dessus.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seule compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par les dispositions légales. Les associés peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS

En cas d'augmentation de capital, les actions d'apports en nature doivent être intégralement libérées ; les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Droit des associés

Chaque associé, en l'absence de catégories d'actions donnant des droits différents, a droit à une part des bénéfices, de l'actif social et du boni de liquidation, proportionnelle au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés. A chaque action est attachée une voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Obligations des associés

Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

ARTICLE 11 – FORME, NEGOCIABILITE, INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES ACTIONS

Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les professionnels copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un professionnel, mandataire unique, désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

L'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions collectives extraordinaires.

Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Toute cession d'actions ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine.

La demande d'agrément indique les noms, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

ARTICLE 13 –

(article supprimé)

ARTICLE 14 – PRESIDENT

La société est représentée à l'égard des tiers par un président personne physique membre de la société.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par une décision ordinaire de la collectivité des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation

soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

Le président est nommé pour une durée déterminée précisée dans l'acte de nomination. A défaut, il est désigné pour la durée de la société. Les fonctions du président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat.

Elles cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.
Dans les rapports entre associés, le président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou les statuts aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer ses pouvoirs dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe et/ou proportionnel aux bénéfices. Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision collective des associés. En outre, le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales ou réglementaires régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises par lui dans sa gestion.

ARTICLE 15 – DIRECTEURS GENERAUX

Sur la proposition du président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux personnes physiques, membres de la société, chargés d'assister le président.

Tout directeur général est révocable à tout moment par la collectivité des associés, sur la proposition du président. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation. En cas de démission ou de révocation du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Ses fonctions cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Chaque directeur général est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, à l'égard des tiers, les mêmes pouvoirs que celui-ci. Sa rémunération est fixée par la collectivité des associés. Les stipulations des septième et huitième alinéas de l'article 14 des présents statuts sont applicables au directeur général.

ARTICLE 16 – CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeur généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 17 – CONVENTIONS SOUMISES A APPROBATION

Et soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du président dans le délai d'un mois à compter du jour de sa conclusion. Le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.

La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des associés.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et aux autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

ARTICLE 18 – CONVENTIONS COURANTES

Les stipulations de l'article 17 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 19 – MODALITES DE LA CONSULTATION DES ASSOCIES

Le président sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe.

Les décisions collectives sont prises par consultation écrite ou en assemblée, au choix du président.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, les décisions sont répertoriées dans un registre.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite.

L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution. Le commissaire aux comptes est destinataire, en même temps que les associés, d'une copie des projets de résolution soumis à la collectivité des associés et des documents d'information à eux adressés. Il est tenu informé par le président des décisions prises par la collectivité des associés à l'issue de la consultation.

En cas de décisions prises en assemblée, le président convoque les associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visio-conférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son président.

ARTICLE 20 – DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions de la collectivité des associés, à l'exception de celles qui doivent être adoptées à l'unanimité des associés par l'effet de la loi, sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix attachées aux actions existantes. Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- nomination et révocation du président et des directeurs généraux ;
- approbation des comptes et répartition du résultat ;
- approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés.

Les décisions extraordinaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes. Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital social ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- dissolution, prorogation, transformation de la société ;
- toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, pour lequel la ratification par une décision de la collectivité des associés est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts ;
- agrément d'un nouvel associé.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

ARTICLE 21 – PROCES-VERBAUX

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er juillet et finit le 30 juin de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 Juin 2004.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi. A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Le président dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 23 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 24 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 25 – TRANSFORMATION, PROROGATION, DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur. La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

ARTICLE 26 - NOMINATION DU PREMIER GERANT ET CONFIRMATION DU PRESIDENT

Le premier gérant de la société (créée sous forme de SARL), nommé sans limitation de durée est :

- **Monsieur Gérard BOILEAU**, demeurant à SURESNES (92150) 1 avenue du Maréchal Juin.

En conséquence de la transformation de la société de SARL en Société par Actions simplifiée, les fonctions de Gérant cessent.

Est nommé Président, sans limitation de durée :

- **Monsieur Gérard BOILEAU**, demeurant à SURESNES (92150) 1 avenue du Maréchal Juin.

M. Gérard BOILEAU accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat social.

Le président ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

FAIT A COLOMBES
(Création : le 15 novembre 2003)

MIS A JOUR AU 17 OCTOBRE 2023

ANNEXE

Liste des sièges sociaux successifs

- 198 avenue de Verdun, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
- Le Charlebourg, 14 rue de Mantes, 92700 COLOMBES
- 1 avenue du Maréchal Juin, 92150 SURESNES

Copie certifiée conforme

Le Président

18/10/2023